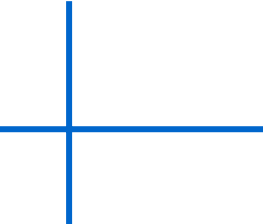




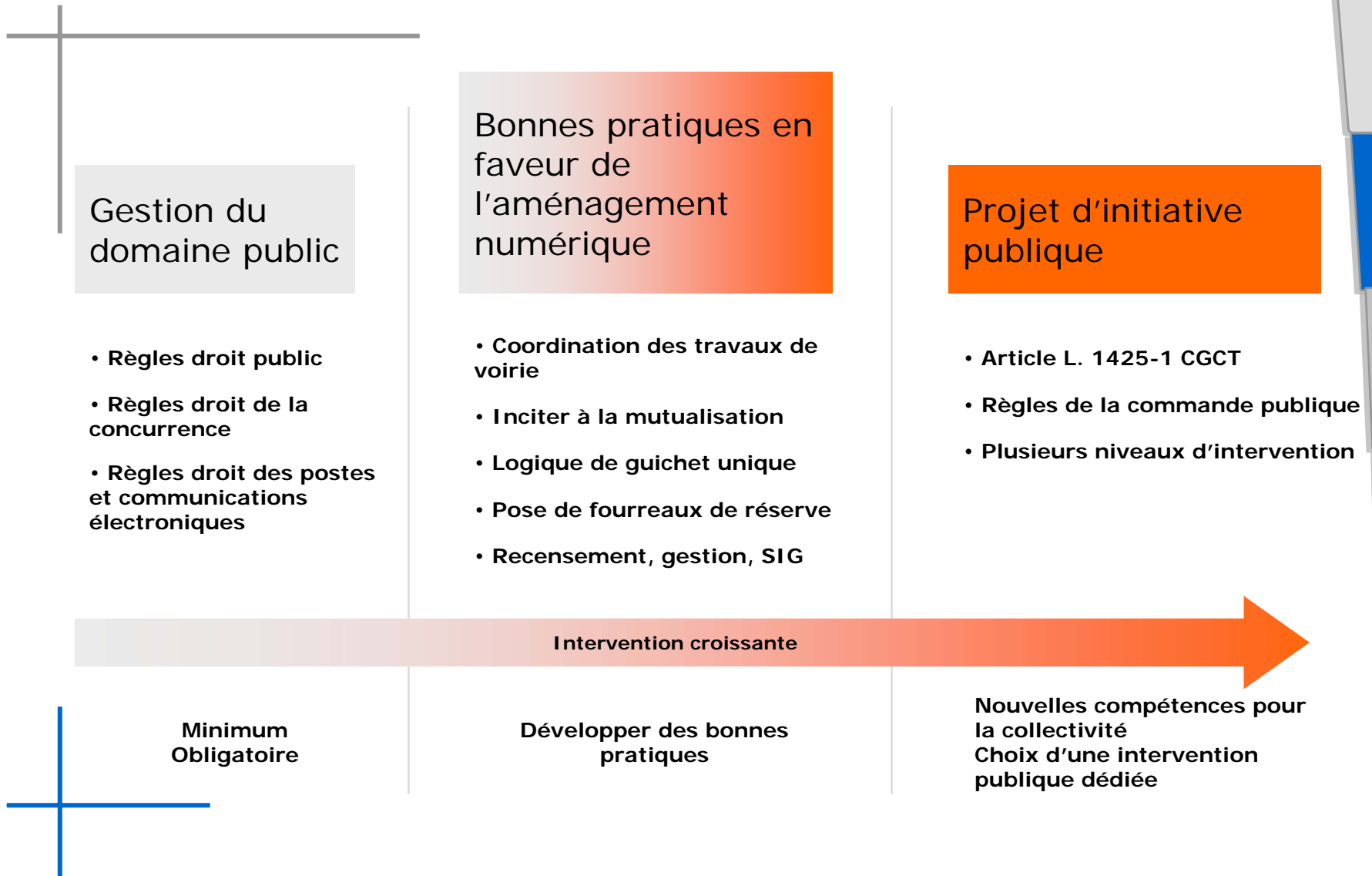
Gestion du domaine public et aménagement numérique du territoire

Sébastien SORIANO

Chef du Service Collectivités et régulation des marchés Haut Débit
Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes



Champ d'intervention des collectivités



Gestion du domaine public

- Règles droit public
- Règles droit de la concurrence
- Règles droit des postes et communications électroniques

Bonnes pratiques en faveur de l'aménagement numérique

- Coordination des travaux de voirie
- Inciter à la mutualisation
- Logique de guichet unique
- Pose de fourreaux de réserve
- Recensement, gestion, SIG

Projet d'initiative publique

- Article L. 1425-1 CGCT
- Règles de la commande publique
- Plusieurs niveaux d'intervention

Une gestion du domaine public soumise à des contraintes spécifiques (1 sur 2)

- Les règles issues du cadre général...
 - La collectivité est gestionnaire de son domaine public
 - Application du droit de la domanialité publique : Imprescriptibilité, inaliénabilité...
 - Les permissions de voirie = Pouvoir de donner ou de refuser l'accès au domaine public
 - La collectivité doit respecter le droit de la concurrence
 - Rappel des règles applicables :
 - Le code de commerce (art. L. 420-1 et L. 420-2 : ententes et abus de position dominante)
 - Le droit communautaire s'applique aux convention d'occupation du domaine public (art. 81 et art. 82 traité CE, arrêt CJCE ADP 2000)
 - Principes généraux du droit, notamment principe de la liberté du commerce et de l'industrie mais aussi principe d'égalité
 - La compétence du juge administratif réaffirmée: CE 1997 Million et Marais, CE 1999 société EDA

Une gestion du domaine public soumise à des contraintes spécifiques (2 sur 2)

- ... sont complétées par des règles issues du droit des communications électroniques
 - Les droits de passage : un droit dérogatoire aux règles traditionnelles de la domanialité publique*
 - Deux principes sont maintenus :
 - L'occupant doit obtenir une autorisation préalable : la permission de voirie;
 - L'occupant doit s'acquitter d'une redevance.
 - MAIS les collectivités ne peuvent pas s'opposer au droit de passage des opérateurs**
 - MAIS Les redevances applicables sont plafonnées***
 - Une tentative de conciliation entre le droit commun de la domanialité publique et un cadre protecteur favorisant le développement des opérateurs

* arts. L45-1, L. 47 et L. 48 CPCE

** Sauf pour des motifs strictement énumérés notamment les cas de non compatibilité avec l'affectation du domaine

*** Art. R.20-52

Gestion du domaine public

- Règles droit public
- Règles droit de la concurrence
- Règles droit des postes et communications électroniques

Bonnes pratiques en faveur de l'aménagement numérique

- **Coordination des travaux de voirie**
- **Inciter à la mutualisation**
- **Logique de guichet unique**
- **Pose de fourreaux de réserve**
- **Recensement, gestion, SIG**

Projet d'initiative publique

- Article L. 1425-1 CGCT
- Règles de la commande publique
- Plusieurs niveaux d'intervention

Développer des bonnes pratiques (1 sur 3)

- Coordination de travaux

- Favoriser une meilleure gestion des interventions et la conservation du patrimoine
 - Optimisation des interventions dans le temps et dans l'espace
 - Coordination avec les permissionnaires
 - Recueil des besoins des opérateurs
 - Eviter les nuisances successives sur les mêmes sections de chaussées ou de trottoirs
- Pose opportuniste de fourreaux en attente
 - Profiter des travaux sur voirie pour poser des fourreaux supplémentaires...
 - ...Mais nécessité d'une gestion dédiée (opportunité, pérennité, recensement des infrastructures réutilisables et des besoins...)

Développer des bonnes pratiques (1 sur 3)

- Utiliser les leviers du décret droits de passage
 - Mener une réflexion sur les niveaux de redevance
 - L'application des plafonds n'est pas obligatoire
 - Possibilité d'une tarification différenciée en fonction de l'occupation des fourreaux
 - Recueil d'informations sur l'état d'occupation du domaine
 - Dossier technique accompagnant les nouvelles demandes de permissions de voirie
 - Le principe d'une redevance pourrait permettre à la collectivité d'exiger des plans d'occupation

Développer des bonnes pratiques (2 sur 2)

- Mutualisation et partage des infrastructures
 - Des enjeux croissants
 - Limiter les nuisances sur le domaine public
 - Extension de la concurrence et des offres de services
 - Favoriser le développement d'une nouvelle boucle locale en fibre optique
 - Cadre réglementaire applicable
 - La collectivité peut inviter au partage (art. R. 20-48)
 - La collectivité peut favoriser des logiques de co-investissement (art. R. 20-54)
 - Difficultés
 - Problématique du récolement de l'information
 - Organisation interne de la collectivité

Gestion du domaine public

- Règles droit public
- Règles droit de la concurrence
- Règles droit des postes et communications électroniques

Bonnes pratiques en faveur de l'aménagement numérique

- Coordination des travaux de voirie
- Inciter à la mutualisation
- Logique de guichet unique
- Pose de fourreaux de réserve
- Recensement, gestion, SIG

Projet d'initiative publique

- Article L. 1425-1 CGCT
- Règles de la commande publique
- Plusieurs niveaux d'intervention

Compétences L. 1425-1 et gestion du domaine public (1 sur 2)

- Plusieurs niveaux d'intervention

Les activités ouvertes par l'article L. 1425-1 CGCT

Etablir et mettre à disposition des infrastructures et des réseaux de communications électroniques (passifs)

Activité d'opérateur

Etablir et exploiter des réseaux de communications électroniques
(activité d'opérateur d'opérateurs)

----- Constat d'insuffisance d'initiatives privées -----

Fournir des services de communications électroniques aux utilisateurs finals
(activité d'opérateur de services)

Compétences L. 1425-1 et gestion du domaine public (1 sur 2)

- Les garanties vis-à-vis de la gestion du domaine public
 - Lors de l'attribution d'une DSP ou d'un PPP
 - Occupation du domaine qui découle d'une procédure de DSP ou de PPP
 - DSP : Obligations de publicité et de mise en concurrence (loi SAPIN)
 - PPP : Publication d'un avis d'appel public à la concurrence, procédure d'appel d'offres restreint ou dialogue compétitif
 - Le respect d'un principe de séparation : Art. L. 1425-1 II alinéa 2
 - Disposer d'une personnalité morale propre :
 - DSP, PPP, régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière
 - Compétence pouvant être exercées sous forme de gestion directe :
 - Établir des infrastructures passives ou des réseaux et les mettre à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants
 - Les compétences soumises au principe de séparation :
 - Etablir, exploiter des réseaux de communications électroniques au sens du 3° et du 15° de l'article L. 32 (activité d'opérateur d'opérateurs)
 - Fournir des services aux utilisateurs finals

La mise à disposition de fourreaux

- Favoriser le déploiement de la fibre
 - Le coût du génie civil : un facteur déterminant
 - La mise à disposition de fourreaux peut suffire si les tarifs de location sont attractifs
- Plusieurs cadres juridiques...
 - L'occupation du domaine public
 - La redevance pour service rendue (ou mixte)
 - Le cadre du L. 1425-1
- ... avec des points communs...
 - principe de non discrimination et de transparence
- ... et des différences
 - Encadrement des tarifs de location
 - Sujétions

Pour aller plus loin

- Site Internet de l'ARCEP
 - www.arcep.fr
 - Dans la rubrique collectivité locales « La lecture par l'Autorité de l'article L. 1425-1 du CGCT »
- Contact
 - Unité collectivité : 01 40 47 70 00
- Publications
 - CETE de l'Ouest
 - « Voirie, domaine public et réseaux haut débit, *guide pratique à destination des gestionnaires de domaine public et responsables de voirie* »
 - <http://extranet.ant.cete-ouest.equipement.gouv.fr>
 - CERTU / AITF
 - « Interventions sur voirie urbaine; dossier d'experts techniques »
 - <http://www.territorial.fr>